

# Fort rebond de l'activité et hausse du pouvoir d'achat des ménages

Insee Première • n° 1904 • Mai 2022



En 2021, l'activité rebondit nettement : le produit intérieur brut (PIB) en euros constants progresse de 6,8 %, après - 7,8 % en 2020. Ce rebond franc n'est toutefois pas complet, tout comme l'amélioration de la situation sanitaire à laquelle il est largement lié. Ainsi, en moyenne sur l'année 2021, le PIB est 1,5 % inférieur à son niveau moyen en 2019. La production des diverses branches et les composantes de la demande rebondissent, avec cependant des différences importantes d'intensité.

Avec la forte reprise de l'activité, les revenus du travail contribuent au dynamisme du revenu disponible des ménages. Ainsi, malgré des prix allants, le pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation progresse de 1,9 %. Avec le rebond des dépenses de consommation, le taux d'épargne diminue mais reste à un niveau historiquement élevé, à 18,7 %. La reprise économique stimule les résultats des entreprises, qui bénéficient aussi d'une forte augmentation des revenus de la propriété, notamment ceux reçus du reste du monde. Dans ces conditions, le besoin de financement de la Nation se réduit, à 0,4 % du PIB.

En 2021, le produit intérieur brut (PIB) rebondit de 6,8 % en euros constants, après la chute de l'année 2020 (- 7,8 %) ► **figure 1**. En moyenne sur l'année, le PIB demeure inférieur de 1,5 % à son niveau moyen en 2019.

La production repart nettement (+ 7,3 % après - 8,0 %), de même que les consommations intermédiaires (+ 8,0 % après - 8,2 %). Le rebond de la production est particulièrement marqué dans la construction (+ 12,9 % après - 12,7 %) et dans les services principalement marchands (+ 7,4 % après - 7,3 %). En particulier, l'activité accélère dans les services d'information-communication (+ 9,2 % après + 1,6 %). D'autres branches d'activité rebondissent vigoureusement en 2021, comme le commerce (+ 6,7 % après - 6,2 %) ou les activités scientifiques, techniques et de soutien (+ 7,6 % après - 5,6 %). Enfin, le rebond est incomplet dans les branches encore fortement marquées par l'empreinte de la Covid-19 en 2021 : hébergement-restauration (+ 14,8 % après - 35,1 %), services de transport (+ 12,0 % après - 16,6 %) et services aux ménages (+ 12,7 % après - 22,6 %). Les services non marchands, de santé notamment, rebondissent quant à eux fortement (+ 6,7 % après - 4,3 %).

Le rebond est plus limité pour la production de biens : + 5,8 % après - 10,4 % en 2020. La production n'augmente que de 3,7 % (après

- 28,3 % en 2020) dans les matériels de transport et de 3,1 % (après - 27,6 %) dans les raffineries. La reprise est toutefois plus marquée dans l'industrie agroalimentaire (+ 4,0 % après - 2,8 %), dans les biens d'équipement (+ 10,7 % après - 11,2 %) et dans les autres biens manufacturés (+ 8,0 % après - 9,2 %). Enfin, la production agricole est relativement atone en volume (+ 0,4 % après - 2,5 %). Néanmoins, la hausse des prix agricoles (+ 8,0 % après + 0,9 %) entraîne une forte augmentation de la

production agricole en valeur (+ 8,4 % après - 1,6 %).

Du côté des emplois finals, le rebond est principalement tiré par la demande intérieure ► **figure 2** : la consommation effective des ménages contribue pour les deux tiers au rebond du PIB (avec une contribution de + 4,2 points), complétée par l'investissement (+ 2,6 points) et la consommation collective des administrations publiques (+ 0,2 point). En revanche, les échanges extérieurs de biens

## ► 1. Le PIB et les opérations sur les biens et les services

|   | Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %) |            |              | 2021                 |                           |                            |   |
|---|---|------------|--------------|----------------------|---------------------------|----------------------------|---|
|   | 2020  | 2021       | 2021/2019    | En milliards d'euros | Évolution des prix (en %) | Évolution en valeur (en %) | Contribution à la croissance du PIB en volume |
| <b>Produit intérieur brut (PIB)</b>   | <b>- 7,8</b>  | <b>6,8</b> | <b>- 1,5</b> | <b>2 500,9</b>       | <b>1,3</b>                | <b>8,2</b>                 | <b>6,8</b>                                    |
| Importations  | - 12,8  | 8,0        | - 5,8        | 785,0                | 7,0                       | 15,5                       | 2,4   |
| <b>Total des emplois finals</b>   | <b>- 9,0</b>  | <b>7,1</b> | <b>- 2,6</b> | <b>3 285,9</b>       | <b>2,6</b>                | <b>9,9</b>                 | <b>9,2</b>                                    |
| Consommation effective des ménages, dont :                                      | - 6,5   | 6,0        | - 0,9        | 1 720,0              | 0,9                       | 6,9                        | 4,2   |
| <i>dépense de consommation des ménages individualisable des administrations</i> | - 6,7   | 5,2        | - 1,9        | 1 264,8              | 1,6                       | 6,9                        | 2,7   |
| <i>administrations</i>  | - 5,7   | 8,4        | 2,2          | 402,9                | - 1,3                     | 6,9                        | 1,4   |
| Consommation collective des administrations publiques                           | - 0,8   | 2,8        | 2,0          | 203,5                | - 0,6                     | 2,1                        | 0,2   |
| Formation brute de capital fixe, dont :   | - 8,2   | 11,5       | 2,3          | 606,2                | 2,6                       | 14,4                       | 2,6   |
| <i>entreprises non financières</i>  | - 6,6   | 11,6       | 4,2          | 339,7                | 1,6                       | 13,4                       | 1,5   |
| <i>ménages</i>  | - 11,8  | 17,0       | 3,1          | 143,0                | 3,2                       | 20,7                       | 0,9   |
| <i>administrations publiques</i>  | - 5,2   | 2,8        | - 2,6        | 89,7                 | 2,8                       | 5,6                        | 0,1   |
| Variations de stocks (contribution à la croissance)                             | - 0,2   | - 0,3      | - 0,4        | 19,7                 | 0,0                       | 0,0                        | - 0,3   |
| Exportations  | - 16,8  | 8,8        | - 9,5        | 736,5                | 6,8                       | 16,1                       | 2,4   |

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

et de services demeurent dégradés, et le solde des échanges extérieurs ne contribue qu'à hauteur de 0,1 point à la croissance du PIB ; enfin, les variations de stocks y contribuent négativement (- 0,3 point).

## La consommation retrouve presque son niveau d'avant-crise

La consommation effective des ménages rebondit nettement en volume en 2021 (+ 6,0 % après - 6,5 %) et se rapproche de son niveau d'avant-crise en moyenne sur l'année (- 0,9 % par rapport à 2019). La hausse de la dépense individualisable des administrations publiques au profit des ménages (+ 8,4 % après - 5,7 %), qui comprend notamment les tests et vaccins contre la Covid-19, y contribue nettement.

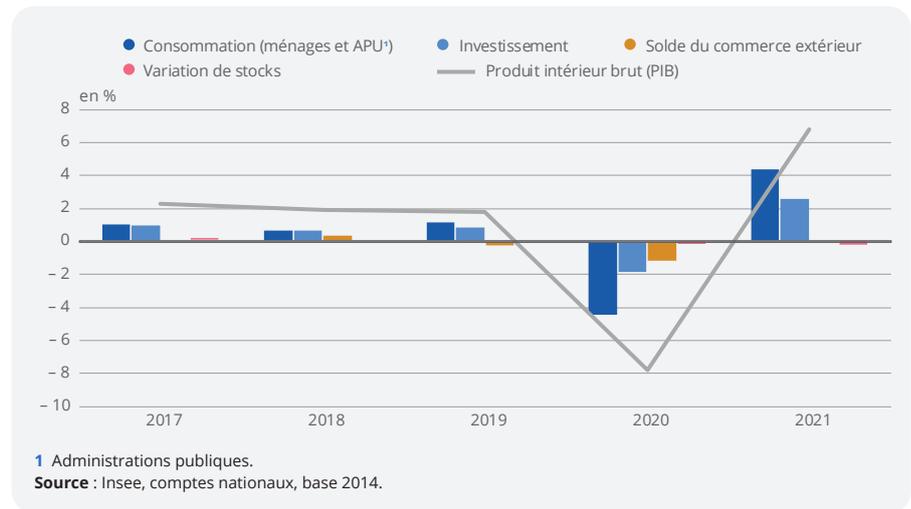
Le rebond est moins marqué pour les dépenses de consommation des ménages (+ 5,2 % après - 6,7 %). Du côté des achats de biens (+ 3,9 % après - 3,3 %), la consommation des ménages continue d'augmenter fortement en biens d'équipement (+ 6,9 % après + 7,2 %) mais reste encore nettement en retrait en matériels de transport (+ 5,6 % après - 13,1 %). Enfin, le rebond est plus modéré en services (+ 6,6 % après - 10,8 %), notamment du côté des services toujours affectés par l'épidémie : services de transport (+ 16,3 % après - 40,9 %), hébergement-restauration (+ 15,1 % après - 34,1 %) et services aux ménages (+ 13,9 % après - 22,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages en construction (petit entretien du logement notamment) rebondit nettement (+ 13,7 % après - 8,5 %). La consommation des ménages est enfin marquée par une accélération des prix : le déflateur de la consommation des ménages augmente de 1,6 % (après + 0,9 % en 2020), tiré notamment par les prix de l'énergie (+ 9,0 %), des services de transport (+ 3,5 %) et de la construction (+ 2,2 %).

La consommation collective des administrations publiques progresse nettement en volume (+ 2,8 % après - 0,8 %), en raison du retour à la tendance des heures travaillées, après une baisse en 2020 liée notamment au premier confinement. La consommation collective en valeur, estimée par la somme des coûts (salaires, consommations intermédiaires, etc.), étant restée proche de sa tendance, son déflateur diminue de 0,6 % en 2021, après avoir fortement augmenté en 2020 (+ 2,8 %).

## L'investissement dépasse son niveau d'avant-crise

La formation brute de capital fixe (FBCF) repart fortement en 2021 (+ 11,5 %, après - 8,2 % en 2020) et dépasse ainsi de 2,3 % son niveau moyen de 2019.

## ► 2. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Les investissements en services marchands, notamment en information-communication (+ 10,2 % après + 2,9 %) ou en services juridiques, techniques et de recherche et développement (+ 7,5 % après - 1,9 %), y participent particulièrement, comme ceux dans la construction (+ 14,3 % après - 13,5 %). Par secteur institutionnel, la reprise de l'investissement des entreprises non financières et de celui des ménages leur permet de dépasser en 2021 leur niveau d'avant-crise. En revanche, la FBCF des administrations publiques ou celle des institutions financières restent en retrait par rapport à l'avant-crise.

En 2021, les entreprises et les administrations publiques ont moins stocké que l'année précédente, et les variations de stocks contribuent négativement à la croissance du PIB (- 0,3 point).

## Les échanges internationaux rebondissent partiellement

Les échanges extérieurs, très affectés par la crise sanitaire en 2020, rebondissent sans retrouver leur niveau de 2019 : en volume, les exportations progressent de 8,8 % en 2021 (après - 16,8 % en 2020) et les importations de 8,0 % (après - 12,8 %).

Du côté des biens, la situation est contrastée : le rebond est assez marqué dans l'industrie agroalimentaire (+ 12,3 % après - 5,5 % pour les exportations, + 5,1 % après - 2,4 % pour les importations), dans les biens d'équipement (+ 9,7 % après - 12,2 % pour les exportations, + 13,2 % après - 8,9 % pour les importations) et dans les autres biens manufacturés (+ 6,9 % après - 8,1 % pour les exportations, + 6,2 % après - 7,2 % pour les importations). En revanche, les échanges n'ont que très peu repris dans les matériels de transport (+ 3,9 % après - 33,1 % pour les exportations, + 3,9 % après - 20,9 % pour les importations).

Les échanges d'énergie (hydrocarbures bruts et raffinés, électricité) demeurent également dégradés en volume (+ 12,4 % après - 19,1 % pour les exportations, + 10,8 % après - 17,6 % pour les importations). Toutefois, en raison de la forte hausse des prix (+ 54,1 % pour les exportations, et + 55,6 % pour les importations qui sont plus importantes en volume), la facture énergétique se détériore nettement en valeur : - 41,4 milliards d'euros (Md€) en 2021, après - 24,1 Md€ en 2020, soit un creusement de 17,3 Md€. Le déficit en biens, hors énergie, se creuse également (- 10,3 Md€ supplémentaires en 2021). Au total, en euros courants et après correction des coûts d'acheminement des importations entre les frontières (correction CAF-FAB), le déficit commercial en biens se creuse de 24,8 Md€.

Du côté des services, le rebond en volume est plus net du côté des exportations, notamment pour les services aux entreprises (+ 9,8 % après - 13,2 % pour les exportations, + 4,9 % après - 11,7 % pour les importations) et les services de transport (+ 19,1 % après - 14,2 % pour les exportations, + 12,6 % après - 23,6 % pour les importations). Les échanges de services de transport sont également marqués par de fortes hausses de prix : + 39,1 % pour les exportations, + 15,0 % pour les importations. Ainsi, le solde extérieur sur les échanges de services en valeur s'améliore fortement : il s'élève à + 17,4 Md€ en 2021 après - 2,8 Md€ en 2020, soit une amélioration de 20,2 Md€, dont 14,1 Md€ provenant des services de transport, notamment du fret maritime.

Enfin, les dépenses des touristes repartent sans retrouver toutefois leur niveau de 2019 : les exportations progressent de 18,1 % après - 48,5 % en 2020, et les importations de 18,5 % après - 46,5 %. Le solde extérieur des dépenses des touristes s'améliore légèrement mais demeure en retrait : il s'élève à 8,3 Md€ en 2021, après 6,9 Md€ en 2020 et 15,1 Md€ en 2019.

In fine, malgré une contribution positive en volume, le solde global des échanges extérieurs (biens et services) se détériore en valeur avec la hausse plus forte des prix d'importations : il atteint - 48,6 Md€ en 2021, après - 45,4 Md€ en 2020.

### Le pouvoir d'achat des ménages progresse

En 2021, le revenu disponible brut (RDB) des ménages accélère (+ 4,0 % en euros courants, après + 1,1 % en 2020), soit une hausse de 59,2 Md€ ► **figure 3**. Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation finale accélère (+ 1,6 %, après + 0,9 % en 2020), du fait principalement du rebond des prix énergétiques (+ 9,0 % après - 4,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat du revenu disponible augmente de 2,3 % en 2021 (après + 0,2 % en 2020). Cette hausse inclut l'effet de la croissance de la population. Une fois ramenée au niveau individuel et en tenant compte de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat par unité de consommation rebondit nettement : + 1,9 %, après - 0,3 % en 2020.

En 2021, la structure du RDB des ménages retrouve un profil plus usuel après une année 2020 affectée par la crise sanitaire. Les revenus d'activité et, dans une moindre mesure, les revenus du patrimoine contribuent à la hausse du RDB (à hauteur respectivement de + 4,4 points et + 0,7 point). À l'inverse, la baisse des prestations sociales en espèces, qui avaient fortement augmenté avec la crise en 2020, freine l'augmentation du RDB (- 0,6 point). Enfin le rebond des revenus stimule la hausse des impôts, notamment l'impôt sur le revenu, ce qui atténue en retour la hausse du revenu disponible (- 0,6 point).

En effet, les revenus nets d'activité rebondissent fortement (+ 7,4 % après - 3,9 %) avec la reprise économique : les salaires nets et les revenus des entrepreneurs individuels (revenu mixte net) sont en nette hausse (+ 7,5 % et + 6,8 %). Les revenus de la propriété rebondissent (+ 6,9 % après - 7,8 %), en particulier les dividendes reçus (+ 15,3 % après - 8,2 %).

En revanche, les prestations sociales en espèces se replient légèrement après une hausse exceptionnelle en 2020 (- 1,5 % après + 9,3 %). Elles diminuent sous l'effet principalement de la baisse du chômage partiel et des prestations d'assurance-chômage. Cette baisse des prestations est partiellement compensée par la mise en place de l'indemnité « inflation ». Enfin, les pensions restent structurellement en augmentation.

Avec la reprise économique, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine progressent de 3,7 %, après une

### ► 3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants, en milliards d'euros, en %

|  | Évolution en % (sauf italiques) |               |              | Niveau 2021    |
|--|---------------------------------|---------------|--------------|----------------|
|  | 2020                            | 2021          | 2021/2019    |                |
| <b>Produit intérieur brut, dont :</b>                                      | <b>- 5,2</b>                    | <b>8,2</b>    | <b>2,6</b>   | <b>2 500,9</b> |
| Valeur ajoutée au prix de base   | - 5,0                           | 7,5           | 2,2          | 2 216,8        |
| Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits <sup>1</sup> | - 7,2                           | 14,1          | 5,9          | 284,1          |
| <b>Revenu national brut</b>  | <b>- 5,8</b>                    | <b>9,7</b>    | <b>3,4</b>   | <b>2 574,7</b> |
| <b>Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie</b>                  | <b>- 6,0</b>                    | <b>10,1</b>   | <b>3,5</b>   | <b>2 530,0</b> |
| <b>Valeur ajoutée brute des secteurs</b>                                   |                                 |               |              |                |
| Valeur ajoutée des entreprises   | - 7,6                           | 9,8           | 1,4          | 1 524,7        |
| Sociétés non financières   | - 7,7                           | 9,7           | 1,2          | 1 289,8        |
| Entreprises individuelles  | - 11,1                          | 11,9          | - 0,5        | 137,4          |
| Sociétés financières   | - 0,8                           | 7,4           | 6,5          | 97,5           |
| Valeur ajoutée des administrations publiques                               | 1,8                             | 2,8           | 4,7          | 405,3          |
| <b>Éléments de partage de la valeur ajoutée</b>                            |                                 |               |              |                |
| Rémunération des salariés des entreprises                                  | - 5,6                           | 8,9           | 2,8          | 912,8          |
| Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises               | - 9,9                           | 15,1          | 3,7          | 592,1          |
| Rémunération des salariés des administrations                              | 2,3                             | 2,7           | 5,1          | 312,4          |
| <b>Sociétés non financières</b>  |                                 |               |              |                |
| Excédent brut d'exploitation   | - 11,9                          | 18,2          | 4,1          | 441,9          |
| Revenus de la propriété nets versés  | - 3,2                           | - 56,6        | - 58,0       | 22,8           |
| Épargne brute  | - 14,0                          | 34,8          | 15,9         | 347,4          |
| Formation brute de capital fixe  | - 5,9                           | 13,7          | 7,0          | 330,0          |
| <i>Variation des stocks</i>  | <i>- 6,4</i>                    | <i>3,0</i>    | <i>- 3,5</i> | <i>16,5</i>    |
| <i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>                           | <i>- 9,5</i>                    | <i>55,9</i>   | <i>46,5</i>  | <i>38,3</i>    |
| <i>Taux de marge<sup>2</sup></i>   | <i>- 1,5</i>                    | <i>2,5</i>    | <i>1,0</i>   | <i>34,3</i>    |
| <i>Taux d'autofinancement<sup>3</sup></i>                                  | <i>- 8,4</i>                    | <i>16,5</i>   | <i>8,1</i>   | <i>105,3</i>   |
| <b>Sociétés financières</b>  |                                 |               |              |                |
| Excédent brut d'exploitation   | - 10,3                          | 10,0          | - 1,3        | 24,6           |
| Formation brute de capital fixe  | - 20,4                          | 19,4          | - 5,0        | 26,1           |
| <i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>                           | <i>- 8,2</i>                    | <i>2,0</i>    | <i>- 6,1</i> | <i>- 8,4</i>   |
| <b>Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)</b>                   |                                 |               |              |                |
| Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI <sup>4</sup>          | 0,8                             | 2,2           | 3,0          | 206,7          |
| Revenu mixte net des EI  | - 2,2                           | 6,8           | 4,4          | 97,5           |
| Salaires nets reçus  | - 4,1                           | 7,5           | 3,1          | 856,9          |
| Prestations sociales hors transferts sociaux en nature <sup>5</sup>        | 9,3                             | - 1,5         | 7,6          | 559,4          |
| Revenus de la propriété nets reçus   | - 7,8                           | 6,9           | - 1,5        | 83,1           |
| Impôts courants  | - 3,7                           | 3,7           | - 0,1        | 248,7          |
| Revenu disponible brut   | 1,1                             | 4,0           | 5,1          | 1 554,9        |
| Dépense de consommation finale   | - 5,9                           | 6,9           | 0,6          | 1 264,8        |
| Revenu disponible brut ajusté  | 1,4                             | 4,6           | 6,1          | 2 010,2        |
| Consommation effective des ménages   | - 3,8                           | 6,9           | 2,9          | 1 720,0        |
| Épargne brute  | 40,5                            | - 7,3         | 30,2         | 290,1          |
| Formation brute de capital fixe  | - 10,3                          | 21,4          | 9,0          | 155,2          |
| <i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>                           | <i>105,5</i>                    | <i>- 54,8</i> | <i>50,7</i>  | <i>119,1</i>   |
| <i>Taux d'épargne<sup>6</sup></i>  | <i>5,9</i>                      | <i>- 2,3</i>  | <i>3,6</i>   | <i>18,7</i>    |
| <i>Taux d'épargne financière<sup>7</sup></i>                               | <i>7,0</i>                      | <i>- 4,0</i>  | <i>3,0</i>   | <i>7,7</i>     |
| <b>Relations avec le reste du monde</b>                                    |                                 |               |              |                |
| Exportations de biens (FAB)  | - 16,4                          | 13,7          | - 5,0        | 509,7          |
| Importations de biens (FAB)  | - 12,9                          | 17,3          | 2,2          | 583,9          |
| <i>Exportations de services - importations de services</i>                 | <i>- 7,5</i>                    | <i>21,6</i>   | <i>14,0</i>  | <i>25,7</i>    |
| <i>Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde</i> | <i>- 18,6</i>                   | <i>50,9</i>   | <i>32,4</i>  | <i>38,6</i>    |
| <b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation</b>              | <b>- 40,6</b>                   | <b>47,7</b>   | <b>7,1</b>   | <b>- 10,0</b>  |

<sup>1</sup> Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.).

<sup>2</sup> Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

<sup>3</sup> Épargne brute / formation brute de capital fixe.

<sup>4</sup> Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

<sup>5</sup> Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

<sup>6</sup> Épargne brute / revenu disponible brut.

<sup>7</sup> Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

contraction de même ampleur en 2020. Les impôts sur le revenu rebondissent nettement (+ 5,3 %, après - 2,4 % en 2020), tandis que la suppression progressive de la taxe d'habitation se poursuit.

Les dépenses de consommation des ménages rebondissent en valeur (+ 6,9 % après - 5,9 %) plus fortement que la progression du RDB (+ 4,0 % après + 1,1 %), si bien que le taux d'épargne des ménages, qui avait atteint un pic en 2020, baisse de 2,3 points pour s'établir à 18,7 %

du RDB. Il reste néanmoins à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019 (14,9 %).

Les ménages investissent davantage (+ 21,4 % en valeur) après une année 2020 en forte baisse (- 10,3 %), notamment dans l'immobilier. Le taux d'épargne financière perd ainsi 4,0 points, mais reste encore à un niveau élevé : 7,7 %, contre 5,2 % en moyenne entre 2009 et 2019. L'épargne financière se réoriente vers ses supports usuels tels que l'assurance-vie, après s'être fortement

déformée en 2020 en faveur des dépôts bancaires (compte courant, livret A, etc.).

Le RDB des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, le coût de certains biens et services est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, notamment. En 2021, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, progresse plus rapidement que le RDB (+ 4,6 %) sous l'effet notamment de la forte progression des dépenses de santé.

## L'épargne des sociétés non financières rebondit fortement

En 2021, la valeur ajoutée (VA) des sociétés non financières (SNF) augmente vivement (+ 9,7 % en valeur après - 7,7 %), soit une hausse de 114,2 Md€. La rémunération des salariés rebondit dans les mêmes proportions avec une hausse de 68,9 Md€ (après - 46,7 Md€ en 2020). En outre, les impôts nets des subventions sur la production baissent de 22,8 Md€ sous l'effet principalement des mesures mises en œuvre dans le cadre du plan de relance, ainsi que des subventions versées par le fonds de solidarité. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation (EBE) rebondit de 68,1 Md€ (après - 50,6 Md€ en 2020). Le taux de marge se redresse de 2,5 points pour atteindre 34,3 %, après une baisse modérée en 2020 (- 1,5 point).

Le solde net des revenus reçus de la propriété des SNF augmente fortement, de 29,6 Md€. En effet, si les revenus versés par les SNF progressent de 58,9 Md€, les revenus reçus sont en hausse de 88,5 Md€ en raison de la progression très soutenue des dividendes et bénéfices réinvestis d'investissements directs français à l'étranger, qui sont notamment portés par les bons résultats des grands groupes cotés.

Ainsi, l'épargne brute des SNF bondit de 89,7 Md€, après - 41,9 Md€ en 2020 ; dans le même temps, l'investissement augmente, mais dans une moindre mesure (+ 39,7 Md€). Au total, les SNF dégagent une capacité de financement positive en 2021 (+ 38,3 Md€, après - 17,6 Md€ en 2020). Le taux d'autofinancement des SNF gagne 16,5 points (après - 8,4 points en 2020) et dépasse les 100 %, pour la première fois depuis l'année 2004.

## L'activité des sociétés financières accélère en 2021

La VA des sociétés financières rebondit vivement avec une hausse de 7,4 % (après

### ► Encadré 1 - Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2021 s'accompagne de la publication du compte semi-définitif 2020, qui actualise les estimations précédentes (mai 2021). La chute du PIB en 2020 est révisée à - 7,8 % (+ 0,1 point). Cette année, le compte semi-définitif 2019 n'a pas été révisé et les données demeurent inchangées (+ 1,8 % de croissance du PIB). Le compte définitif 2019 sera estimé dans la prochaine base des comptes nationaux, publiée en mai 2024.

Pour l'année 2021, la croissance du PIB, corrigée de l'effet des jours ouvrables (CJO), avait été estimée à + 7,0 % lors de la première estimation du 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (comptes trimestriels). L'évolution du PIB est maintenant évaluée à + 6,8 % en volume pour 2020 (CJO) soit une révision de - 0,2 point, en raison notamment de révisions portant sur la consommation des ménages et les échanges extérieurs. L'effet des jours ouvrables est nul sur la croissance en 2021. Le déflateur du PIB est également révisé de + 0,5 point (+ 1,3 % au compte provisoire, contre + 0,7 % à la première estimation du 1<sup>er</sup> trimestre, CJO), de sorte que la croissance du PIB en valeur est révisée de + 0,4 point, à + 8,2 % en données CJO, au lieu de + 7,9 %.

Dans le compte provisoire 2021, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages est très légèrement abaissée par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 : + 4,0 % après + 1,1 %, plutôt que + 4,1 % après + 1,0 %. L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est inchangée en 2021 : + 2,3 % après + 0,2 %, plutôt que + 2,3 % après + 0,4 %.

### ► Encadré 2 - Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité produite dans un pays sert à rémunérer des actifs étrangers investis en France, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus pour des activités réalisées à l'étranger.

En 2021, le PIB augmente de 8,2 % en valeur. La hausse du revenu national brut (RNB) est de plus grande ampleur (+ 9,7 %) en raison de l'amélioration du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). Le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur (cotisations et prestations sociales, etc.) s'améliore aussi : le revenu national disponible brut (RNDB) progresse ainsi de 10,1 %.

- 0,8 % en 2020), particulièrement marquée pour les organismes d'assurance. Leur valeur ajoutée progresse de 14,7 %, après - 7,7 % en 2020, sous l'effet notamment de la réorientation de l'épargne financière des ménages vers des supports plus usuels, en particulier l'assurance-vie.

La hausse de la valeur ajoutée des banques (+ 5,1 % après - 0,1 %) combine une hausse des services facturés, notamment les commissions sur les paiements par carte bancaire, et l'augmentation de leur marge d'intermédiation sur les crédits.

## Le besoin de financement de la Nation se réduit fortement

Le déficit des échanges extérieurs continue de se creuser en 2021 de 3,2 Md€, après une dégradation de 22,0 Md€ en 2020. Cependant, le solde des opérations de répartition rebondit très nettement de 50,9 Md€ après une chute de 18,6 Md€ en 2020. Ce rebond résulte principalement du solde des revenus de la propriété, notamment

les dividendes et les bénéfices réinvestis reçus par les multinationales françaises de leurs filiales à l'étranger, mais aussi du financement européen du plan de relance.

Au total, le besoin de financement de la Nation se résorbe de 2,1 points de PIB après s'être dégradé de 1,8 points en 2020 pour atteindre 0,4 % du PIB en 2021 (soit 10,0 Md€). ●

**Victor Amoureux, Jean-Cyprien Héam, Thomas Laurent (Insee)**



Retrouvez les données en téléchargement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### ► Pour en savoir plus

- **Pointeaux A. et al.**, « Le compte des administrations publiques en 2021 », *Insee Première* n° 1903, mai 2022.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

**Direction générale :**  
88 avenue Verdier  
92541 Montrouge Cedex

**Directeur de la publication :**  
Jean-Luc Tavernier

**Rédaction en chef :**  
B. Lhommeau,  
S. Pujol

**Rédaction :**  
P. Glénat

**Maquette :**  
B. Rols

**@InseeFr**  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

**Code Sage :** IP221904  
ISSN 0997 - 6252  
© Insee 2022  
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur

